



Organisations membres:

AFVP (Association française des volontaires du progrès)

AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs)

ATTAC France

CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde)

CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

CFDT (Confédération Française et Démocratique du Travail)

CGT (Confédération Générale du Travail)

CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

CSM (Conférence des supérieures majeures)

DCC (Délégation catholique pour la coopération)

Justice et Paix

Réseau Foi et Justice
Afrique-Europe

Oxfam France – Agir ici

Secours Catholique - Caritas France

SEL (Service d'entraide et de liaison)

Service Protestant de Mission – DEFAP

Survie

Soutiens :

Amis de la Terre

ASPAL (Association de solidarité avec les peuples d'Amérique latine)

ATD Quart monde

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

Emmaüs France

France libérés
(Fondation Danielle Mitterrand)

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples)

RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)

RITIMO

Secrétariat général de l'enseignement catholique

Terre des hommes

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 13 avril 2007

Les appels à la démission de Wolfowitz se multiplient lors des assemblées de printemps de la Banque mondiale

Les ONG et syndicats français demandent une réforme en profondeur de la Banque mondiale et du FMI

Les rumeurs vont bon train à Washington autour d'une possible démission du président de la Banque mondiale Paul Wolfowitz, affaibli par un récent scandale. Le gouvernement américain pourrait accepter cette démission contre un accord avec les Européens pour qu'un autre Américain lui succède. D'après un haut fonctionnaire de la Banque mondiale, il pourrait même négocier de laisser la chaise aux Européens contre l'assurance qu'un Américain prenne la tête du FMI, ce qui inverserait alors l'accord tacite qui attribue, depuis l'après-guerre, la présidence de la Banque mondiale à un Américain et la direction du FMI à un Européen.

Les ONG et syndicats de la plate-forme Dette & Développement estiment que les petits arrangements entre pays riches à la tête des institutions internationales ont assez duré. La voix accordée aux pays en développement, qui sont les premiers concernés par les programmes de ces institutions, doit être accrue. **La plate-forme Dette & Développement appelle le gouvernement français, les candidats à la présidentielle et l'ensemble des pays actionnaires à se prononcer pour que la nomination des dirigeants de la Banque mondiale et du FMI fasse l'objet d'un processus de sélection ouvert et transparent.**

Rappel : L'opacité du processus qui a conduit à la nomination de Paul Wolfowitz, en 2005, avait fait l'objet de vives critiques de la part des organisations de la société civile et des salariés de la Banque mondiale. Deux ans plus tard, les contradictions entre les discours et la pratique de celui qui se voulait le champion de la lutte anti-corruption achèvent de discréditer la Banque mondiale, déjà vivement critiquée pour les conséquences sociales de ses programmes.

Par ailleurs, la formule d'attribution des droits de vote au sein de la Banque mondiale n'a guère évolué depuis 1944 (17% pour les Etats-Unis et 34% pour l'Union européenne à la Banque mondiale. La France y pèse plus que l'Afrique entière). La France s'est officiellement engagée en faveur de la démocratisation des institutions internationales, mais un article paru aujourd'hui dans le journal britannique *The Guardian* laisse entendre que la France et le Royaume-Uni freinent une réforme du FMI (<http://business.guardian.co.uk/story/0,,2056115,00.html>).

Contacts :

A Paris - Jean Merckaert (CCFD et coordinateur de la pf D & D) – 01 44 82 81 23

A Washington – Sébastien Fourmy (Oxfam France – Agir ici) - 00 1 858 205 5116